

# Guerres et paix

## L'exposé

**Bernard Dreano<sup>1</sup>**

Le Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) est né du travail d'un groupe de militants à la fin de la guerre d'Algérie. Il a essaimé créant d'autres petites organisations qui viennent de se regrouper récemment dans un réseau : « Initiatives pour un autre monde ». Un des groupes nés de l'initiative du CEDETIM est l'Assemblée européenne des citoyens (AEC). Elle est la branche française d'un réseau international, Helsinki Citizens' Assembly (HCA), fondé en 1990 par des hommes et des femmes, qui s'étaient rencontrés avant la chute du Mur de Berlin, avec l'idée de rapprocher les deux parties de l'Europe. HCA s'est trouvé tout de suite engagé physiquement dans les combats pour la paix, en particulier en ex-Yougoslavie ; le réseau est aujourd'hui actif dans toute cette zone du sud-est de l'Europe, qui va des Balkans au Caucase, en passant par la Turquie, etc.

Cette double expérience complémentaire (CEDETIM et AEC-HCA) permet d'avoir un certain regard et une certaine pratique concernant les conflits, notamment dans les régions du Monde Arabe et de l'Afrique, des Balkans et du Caucase. C'est ce champ d'interventions et de réflexions, riche des pratiques de ces militants et militantes de paix, qui a nourri les idées que je vais développer.

Nous allons commencer par « revisiter » la guerre, car, malheureusement, la paix dont nous parlons se définit comme l'opposition à la guerre. Ensuite, nous verrons quelles sont les figures de lutte pour la paix dans le contexte actuel, et comment des gens s'y investissent de manière à la fois collective et personnelle.

### LA FIGURES DES GUERRES ACTUELLES

Mon hypothèse est que les modèles de guerre ont changé profondément depuis quelques années. Il y avait antérieurement deux grands modèles, qui regroupaient la quasi-totalité des conflits de la Planète. Le premier est celui de la guerre entre les États. Au fur et à mesure de

leur développement, les États se sont constitués pour faire la guerre. Dans sa forme moderne, la guerre inter-étatique est celle qui commence, en Europe, au milieu du XVIIe s., avec le Traité de Westphalie. Elle se prolonge à travers les guerres impérialistes, de domination, hégémoniques, dont les acteurs sont les États.

L'autre type de guerre, qui s'est développé pendant la même période, est assimilable à la guerre révolutionnaire, ou à la guerre civile et idéologique à l'intérieur même des États : guerre de décolonisation, de libération, qui crée des États ; guerres civiles révolutionnaires, y compris celles de la Révolution française ; guerre d'Espagne...

Dans les conflits actuels, il demeure d'importantes traces de ces formes anciennes de la guerre. Mais mon hypothèse est que ces guerres ne correspondent plus à ces catégories. Nous pourrions dire qu'actuellement sévisent deux modèles et demi de guerres : deux qui ne correspondent pas du tout aux anciens, et un demi qui y ressemble un peu.

### La guerre « sans limites »

Dans le vocabulaire actuel, quand on dit la guerre, c'est à ce modèle qu'on pense. C'est le prolongement des guerres inter-étatiques précédentes ; à ceci près que, comme il n'existe plus qu'une seule hyper-puissance, avec une capacité de guerre incommensurable par rapport aux autres, nous n'avons plus affaire à des guerres symétriques entre des puissances équivalentes.

Dès lors, les guerres de l'hyper puissance américaine, menées avec une coalition d'alliés, ne sont pas comparables aux anciennes formes de « guerres inter-impérialistes ». Il n'y a pas, actuellement, en face de la puissance américaine, une puissance équivalente. Le budget militaire américain est égal à l'ensemble des budgets européens. Plus encore, les Américains disposent, à eux seuls, de l'équivalent de toute la puissance destructrice du reste du monde. La dissymétrie est totale ; c'est une hyper-puissance sans contre-poids.

(1) Président du Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM). Conférence donnée le 9 décembre 2003.

On peut discerner deux lignes politiques de gestion de cette hyper-puissance. La première est celle que certains spécialistes américains appellent la position du « shérif réticent ». Ce terme vient d'un conseiller de Bill Clinton : c'est, en gros, la « ligne Clinton ». Les E.U. ont des responsabilités dans la guerre et la paix à l'échelle de la planète (shérif), mais ils l'exercent de manière limitée (shérif réticent). La puissance américaine est dominante, mais elle ne voudrait pas avoir à gérer la totalité de la planète ; elle cherche à limiter son investissement avec des relais, des alliés.

La deuxième orientation est celle de « l'empire émergent ». Les « néo-conservateurs » partent des mêmes prémices : « nous sommes dominants, c'est une bonne chose pour le monde ». Mais ils estiment que les EU doivent assumer leur tâche de dominant en assumant, sans limites matérielles et politiques, cette politique d'ordre du monde : la *Pax americana*.

Ces deux politiques, surtout la deuxième, ont l'avantage de justifier un système d'armement démesuré. C'est à la fin de la Guerre Froide qu'a été conçue la réorganisation des forces armées américaines avec certains types de matériel (2). La guerre sans limites justifie la production de ces matériels, par exemple celle de super-bombardiers prévus à l'origine contre l'URSS. Évidemment, face à des kamikazes qui utilisent des voitures piégées, ou simplement des cutters et des canifs, on ne sait pas très bien à quoi servent ces bombardiers. Mais, pour les stratèges et les blocs militaro-industriels américains, cette logique de la guerre sans limites a l'avantage de justifier les programmes d'armement à long terme d'hier et d'en préparer d'autres demain.

Beaucoup d'analystes ou de mouvements, en France comme dans le monde, ont tendance à considérer que ce phénomène est tellement dominant qu'il oriente tous les autres. Tout conflit, quel qu'il soit, se trouverait déterminé, comme c'était le cas d'ailleurs à la fin du XIXe et pendant le XXe siècle, par les rivalités impérialistes mondiales. Il y aurait donc aujourd'hui un unique *deus ex machina* (3), et toutes les actions pour la paix seront pensées à partir d'une appréciation de la politique américaine.

Même si elle est largement partagée, cette vue me semble fautive : la majorité des conflits de la planète ne sont pas orientés vers la guerre sans limites. Le deuxième modèle concerne ce que, avec mon amie la britannique Mary Kaldor, nous appelons les nouvelles guerres.

## Les nouvelles guerres

Sur la planète, une quarantaine de guerres sont actuellement en cours. Pour certaines, on ne sait pas si elles sont en cours ou non. On ne sait plus très bien en effet où une guerre commence, et où elle se termine. Sur cette quarantaine, les trois quarts correspondent aux nouvelles guerres.

→ Ces guerres sont typiques de l'époque de la globalisation. Une des caractéristiques de la mondialisation est que le **rôle des États diminue**. Il diminue aussi dans les guerres. La quasi totalité des guerres en cours ne sont pas des guerres entre États. Elles ont lieu à l'intérieur des États, ou dans une relation confuse entre États ; ce sont des guerres civiles à l'intérieur des États et entre des États. La Bosnie, par exemple, était à la fois une guerre civile à l'intérieur d'un État et une guerre entre des États.

On est donc loin de l'époque où le roi de France faisait la guerre au roi d'Angleterre ou à l'empereur d'Autriche, et de celle où, au-delà du roi de France, toute la nation française faisait la guerre à toute la nation allemande... Les guerres actuelles sont plus infra-étatiques qu'étatiques, plus « intra-nationales » qu'internationales ; l'État y joue un rôle relativement limité et, parfois, il n'y a pas d'État qui fasse la guerre.

→ Deuxième aspect de ces guerres, **la prégnance de l'idéologie s'efface**. Certains analystes les rapprochent des guerres de libération d'il y a un demi siècle. L'énorme différence avec ces guerres tient aux motivations des belligérants. Les guerres civiles ou révolutionnaires, les guerres de libération se réclamaient d'idéaux universalistes. Avec la guerre d'Espagne, ce sont deux idéaux – un État national fortement influencé par un catholicisme de droite, et un idéal révolutionnaire, fortement influencé par l'anarchisme – qui s'imaginaient comme valables pour toute l'humanité.

Les guerres de libération, de guérilla, de contre-guérilla, qui se sont développées pendant la Guerre froide, se sont réclamées d'idéaux libéraux ou socialistes censés être applicables au monde entier. Les « nouvelles guerres » actuelles ne se mènent plus au nom de ces idéaux universalistes. Ce sont des guerres identitaires, des luttes de groupes ou de communautés où, le plus souvent, il n'y a même pas de revendication nationale au départ. En Afrique centrale, dans les guerres qui se sont développées autour de la Méditerranée, dans les guerres de Yougoslavie ou du Caucase, les belligérants ne se réclament pas d'un ordre mondial possible. Ils se réclament simplement d'un groupe précis contre un autre ; ce sont des guerres identitaires. C'est une caractéristique essentielle.

(2) Il faut de vingt à trente ans pour développer un système d'armes dans les forces armées modernes.

(3) Avec plus ou moins d'implication selon que l'on parle du Liberia ou de l'Irak.

→ Autre caractéristique essentielle : dans les guerres à objectif universaliste, l'objectif est de conquérir le territoire, bien sûr, mais aussi les cœurs et les esprits. On va détruire l'adversaire armé, mais on va essayer de convaincre la population civile – parfois en la déplaçant, en la regroupant dans des camps – avec l'objectif, à terme, de convaincre l'ensemble de la population, et de rallier la fraction qui n'est pas d'accord à l'idéal qu'on défend. Idéal de l'Algérie française contre idéal de l'Algérie algérienne, par exemple.

Dans la guerre moderne, il ne s'agit pas du tout de convaincre l'**adversaire**, mais de **s'en débarrasser**. C'est dire que la purification ethnique est une caractéristique commune à toutes ces guerres ; elle n'est pas un effet collatéral. Quand les Français font des déplacements de villages en Algérie, ce n'est pas un but de guerre ; en revanche, dans la guerre du Caucase, celle de Bosnie, celles d'Afrique, les déplacements de population sont le but même de la guerre. La guerre a pour objet de déplacer les populations. Le génocide n'est donc pas un effet collatéral, mais une conséquence possible, et même probable, de ce type de guerre.

→ Autre caractéristique de nouvelles guerres : **la privatisation** et non pas l'étatisation **de l'économie**. Dans les guerres où l'État joue le rôle essentiel – dans les guerres napoléoniennes, c'était déjà le cas – on réquisitionne, au nom de l'État ; on nationalise ! Ainsi, en France, l'idée de nationalisation est apparue après la Guerre de 1914. Il y a une logique de contrôle étatique de l'économie qu'on mobilise pour faire la guerre au nom de l'État.

Dans les nouvelles guerres, on a exactement le processus inverse : une privatisation générale de l'économie. Les événements de Géorgie, par exemple, sont dus au fait que l'État géorgien a implosé et ne s'est jamais remis des guerres qui se sont déroulées sur son territoire en 1990-1992. Cette implosion de l'État peut aller parfois jusqu'à l'absence d'État, avec le développement du pouvoir des Seigneurs de guerre et des économies mafieuses.

Ces nouvelles guerres sont très éloignées des guerres d'hier et produisent des choses bizarres. Un exemple est l'apparition de structures para-étatiques, dites souvent « entités », dont on ne sait pas s'il s'agit d'États, de proto-États, de « non-États » : les sécessions d'Atjeh à Sumatra, au Haut Karabach, en Azerbaïdjan, la République de Transnistrie en Moldavie... En Bosnie, le nom « d'entités » est même acté par des accords. On ne sait pas comment les appeler ; ce ne sont pas des provinces, des régions autonomes, mais des « entités », comme le Kurdistan d'Irak.

## La guerre post-moderne

Elle constitue ce que j'ai appelé un « demi-modèle ». Les guerres post-modernes sont celles qui sont menées

par des pays ou des puissances qui peuvent, ou croient pouvoir, mener une guerre à l'ancienne, entre États. Il y a de cela dans la politique israélienne, dans l'attitude de l'Inde, de la Chine, du Pakistan, de l'Iran, hier de l'Irak. On voit régulièrement réapparaître ainsi des formes de guerres traditionnelles entre États. Mais ces guerres post-modernes sont très limitées et, bien souvent, les affrontements s'apparentent aux « nouvelles guerres », comme dans le cas du Cachemire, enjeu du conflit entre l'Inde et le Pakistan.

## LES MÉTHODES DE LA LUTTE POUR LA PAIX

Évidemment, il existait des modèles de lutte pour la paix correspondant aux anciennes guerres. Prédominait, en particulier, un modèle diplomatique, puisqu'il s'agissait de guerres entre États. La paix était aussi une affaire d'États.

### La paix, une affaire d'États

Dans la guerre classique entre États, on fait une déclaration de guerre et, à la fin, un traité de paix. Cela fait partie de la lutte pour la paix que de réfléchir à ce qu'est un bon traité de paix. Mais on ne conçoit pas de finir une guerre sans traité. La Deuxième Guerre Mondiale n'a pas eu de traité, mais il y a eu, avec Yalta, quelque chose d'équivalent.

Pour les guerres actuelles, on arrive quelquefois, après coup, à dater leur démarrage. On a dit, par exemple, que la guerre, en Yougoslavie, avait démarré en juin 1991, mais d'autres pensent qu'elle avait plutôt démarré en 1989 au Kosovo.

La date de fin de la guerre, elle, n'existe pas. On constate, à un moment, que l'on est passé d'un « processus de guerre » à un « processus de paix ». Il existe ainsi aujourd'hui une quinzaine de processus de paix dans le monde, dont on ne sait pas s'il s'agit de la prolongation de la guerre par d'autres moyens, ou de l'amorce de la restauration de la paix, à moins que ce ne soit qu'un conflit gelé, ou un entre-deux guerres.

Nous venons donc de parler d'un premier modèle de paix : celui des États et du passage du système déclaration de guerre – traité de paix à celui du processus.

### La paix des citoyens

Le deuxième modèle c'est celui des citoyens. Les États peuvent parvenir à un accord à un moment donné : traité de paix ou d'indépendance. Mais, décident certains citoyens, « nous allons agir pour qu'un éventuel traité aboutisse à une situation de vraie paix, en nous battant pour la justice ». Cette attitude était déjà celle des mouvements agissant dans le cadre des guerres coloniales :

il faut faire cesser la domination pour aboutir à la justice, qui se traduira, au niveau des États, par l'indépendance et la réconciliation. Quand il s'agissait de peuples ou de nations qui s'affrontaient, il fallait les réconcilier. Tout le monde a en tête le modèle franco-allemand. Mais la réconciliation était surtout nécessaire quand des nations en opprimaient d'autres. Aujourd'hui, dans quelle mesure peut-on parler de nations indienne et pakistanaise qui se font la guerre au Cachemire, ou de Cachemiris opprimés par les Indiens ? Le rôle des « faiseurs de paix », est évidemment, si possible, d'empêcher la guerre ; et, une fois que celle-ci est en cours, de favoriser tout ce qui va aller vers le meilleur traité de paix possible, fondé sur la justice et la réconciliation.

Les militants de la paix étaient cependant un peu gênés dans les guerres modernes : comment agir en effet pendant une guerre mobilisatrice de toutes les énergies qui laissait peu de place au sage « dissident », ou au « déserteur » qui proclame la paix dans la guerre ?

Aujourd'hui, la situation est très différente. Dans ces guerres « sans limites », comme dans les « nouvelles guerres », la frontière entre guerre et paix est devenue floue, comme la nature d'une posture « dissidente » ou de « désertion ». Le cas irakien est particulièrement significatif puisqu'on semble y être passé de la « guerre sans limite », à la « nouvelle guerre », non moins meurtrière, où six ou sept milices armées affrontent la coalition américano-britannique.

## Comment arriver à faire la paix ?

Ce que l'on a appelé Mouvement pour la Paix, dans les années 1950, était un mouvement pour empêcher la « guerre impérialiste » entre « super États », celle qui pouvait conduire à la fin du monde, ou pour arrêter cette guerre dans des endroits où elle se déroulait effectivement, c'est à dire dans des pays du tiers-monde par peuples interposés.

Certains disaient de ce mouvement qu'il était manipulé par Moscou, d'autres au contraire le considéraient comme tout à fait authentique. Toujours est-il que le mode d'action de ce type de mouvement était essentiellement des manifestations très visibles pour influencer les Gouvernements démocratiques. Ainsi pour les guerres coloniales ou post-coloniales, la lutte pour la paix se déroulait aux États Unis, ou en France, essentiellement au travers de ces manifestations d'opinion, et très peu sous forme d'actions sur le terrain, là où se menait la guerre. La lutte pour la paix se déroulait en dehors du champ de bataille. Dans ce type de mouvement, on ne liait pas la lutte pour la paix avec l'action humanitaire, la scolarisation des enfants, ou l'adduction

d'eau.

Aujourd'hui, la lutte pour la paix prend des formes beaucoup plus complexes. D'abord, parce que le cœur de l'action se situe dans les lieux même où il y a la guerre. Ainsi, dans le cas du conflit israélo-palestinien, c'est sur place qu'elle se manifeste d'abord. De même, en Irak. Également entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. D'ailleurs, les mouvements de solidarité extérieurs font tout ce qu'ils peuvent pour intervenir sur place (4).

En quoi consiste cette action concrète pour la paix ? Ses formes sont multiples. Il ne s'agit pas d'un mouvement à objectif unique mais de toutes sortes d'activités de « reticotage » du lien social. D'un certain point de vue, l'action pour la paix n'est pas très différente de l'action pour la paix civile en banlieue : un maillage de petites initiatives, permettant de tenter de résister à l'état de guerre (5). C'est bien normal, puisque l'état de guerre n'est plus défini par quelque chose de précis, mais par un passage insensible d'un état de paix ancien à un état de guerre, qui ne se prolonge pas forcément en guerre : les combats peuvent avoir cessé, sans pour autant que ce soit la paix.

Dans cet imbroglio des nouvelles guerres, les priorités peuvent être différentes, voire contradictoires. Par exemple, les priorités des militants de paix étaient différentes entre Belgrade et Sarajevo, même avec des objectifs identiques ; à court terme, les impératifs étaient différents.

Les situations imposent donc une flexibilité des modes d'actions, car elles peuvent varier du jour au lendemain. Au Kosovo, la population albanaise était opprimée par les Serbes ; du jour au lendemain, la situation s'est inversée. Les combattants pour la paix n'ont pas changé, mais les actions à mener se sont modifiées.

## En Yougoslavie

Dans la situation de la guerre ouverte, au moment où il y a des combats, des morts, etc. qu'est-ce qu'on peut faire, en particulier dans les nouvelles guerres, dans une insécurité généralisée ? Nos réseaux ont quelques expériences en la matière.

→ Nos amis nous avaient avertis, dès la fin des années 1980, que les choses risquaient de mal tourner en Yougoslavie, mais nous ne pensions pas que la situation se dégraderait à ce point là. Nous avons décidé d'intervenir, en juillet 1991 ; le « nous » rassemblait des groupes venus de toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie (Albanais, Bosniaques, Croates, etc.) et des militants extérieurs. Les

(4) Quand la guerre est proche des lieux d'implantation de ces mouvements (par exemple l'Europe Occidentale vis à vis de la Palestine ou de la Bosnie), c'est plus facile. Quand c'est au fin fond de la Sierra-Leone, c'est autre chose.

(5) Comment reconstituer une vie normale ? Parfois, il s'agit d'abord de permettre aux enfants d'aller à l'école. En Palestine, un jour sur deux, les enfants ne peuvent pas y aller du fait de la guerre.

(encore) Yougoslaves nous ont dit trois choses : « 1. Nous allons entrer dans une phase de grande turbulence et nous trouver dans des situations très différenciées. 2. Quand les combats s'arrêteront, il faudra que nous soyons toujours là. 3. Nous avons besoin d'une aide extérieure pour rester en contact les uns avec les autres pendant cette période noire. » Nous savions qu'il serait sans doute impossible d'arrêter la guerre ; qu'il fallait pourtant essayer, même sans espoir d'y parvenir, mais que l'essentiel était de faire survivre physiquement et psychologiquement les options de paix. Pour cela, les solidarités extérieures étaient nécessaires. Pour rester en contact, physiquement et psychologiquement, entre Belgrade et Sarajevo, il faut qu'il y ait des tiers qui assurent le lien.

C'est ce que nous, et d'autres, avons fait pendant plusieurs années. Cela ne nous a pas mis en situation extraordinaire pour préparer l'après-guerre, le processus post-guerre. Mais tout de même l'existence d'une résistance à la logique de la guerre était importante dans la gestion de l'immédiat après-combat. Pourtant le courage et la lucidité manifestés dans cette période n'ont pas suffi pour gérer la période qui a suivi les combats. Ni en Bosnie, ni au Kosovo, on ne peut encore parler d'une vraie paix, aujourd'hui.

## En Arménie et Azerbaïdjan

→ Autre exemple : la guerre qui oppose, au début des années 1990, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. C'est à la fois une « vieille guerre », avec deux nations qui se jouent une sorte de « 1914-1918 », mais aussi une « nouvelle guerre », avec des populations très imbriquées les unes dans les autres, des milices, des prises d'otages, avec une armée russe qui vendait ses armes : on pouvait acheter un char d'assaut pour la famille ! Qu'est-ce qu'ont fait les militants de paix des deux côtés ? Ils ont décidé de démontrer que, en pleine guerre, il était possible d'avoir des contacts, de casser l'image de la guerre auprès des gens qui la font. Ils ont donc organisé un voyage en autocar entre Bakou et Erevan en 1992. Quelque chose de strictement impossible : imaginez un voyage en autocar entre Berlin et Paris pendant la Première Guerre Mondiale ! Ils y sont arrivés, avec un cessez-le-feu pour laisser passer l'autocar !

Pourquoi ont-ils fait cela ? Parce que, à partir du moment où ils ont créé une lisibilité, ils ont pu organiser des échanges gratuits d'otages concernant 400 personnes et casser ainsi le marché maffieux qui proliférait dans cette nouvelle guerre. On peut penser que ce n'est pas grand chose. Pendant ce temps, la guerre continuait en effet, avec ses 700.000 réfugiés azerbaïdjanais et 300.000 réfugiés arméniens. Ils n'ont pas fait la paix, ils n'ont pas arrêté la guerre, mais ils ont prouvé

que quelques dizaines d'hommes et de femmes pouvaient rompre la logique de guerre. À partir de là, ils ont acquis une légitimité qui leur a permis d'agir dans la période d'après-guerre.

C'est un processus de guerre et de paix qui dure, dans le Caucase, depuis 1995, en Bosnie depuis la même date. Il consiste à maintenir les liens et à favoriser « le tricotage social » pendant la guerre et, à prolonger cette action dans la phase « ni-guerre, ni-paix » qui suit la guerre, au travers d'activités sociales et politiques de base.

→ Autre exemple. Il y a quelques mois, nos amis arméniens et azerbaïdjanais ont décidé d'organiser un rencontre de familles de disparus. Cela fait huit ans que les combats ont cessé, mais dans cette guerre, il y a énormément de disparus : des gens dont personne n'a de nouvelles mais dont on n'est pas sûr qu'ils soient morts. Les familles de disparus arméniens et azerbaïdjanais ont décidé de se réunir et de faire une double allégeance, l'une à l'autre. Elles se sont d'abord réunies pour dire : « Moi, je m'occupe de savoir ce qui est arrivé à ton fils : est-ce qu'il est mort ? que lui est-il arrivé ? Et toi tu fais de même pour le mien... » Ensuite, elles ont dit : « Moi, je vous tiens au courant des problèmes juridiques concernant les victimes de la guerre. Quand il y a des disparitions, il y a en effet d'énormes problèmes, notamment d'héritage. S'il y a des avancées juridiques dans mon pays, je vous le ferai savoir, parce que, si on a obtenu quelque chose, vous le pourrez peut-être aussi. » Cette réunion a fait un énorme scandale, mais elle porte des fruits.

## La diplomatie parallèle

→ Autre exemple de travail de fourmi à la base : la diplomatie parallèle. Nous avons sous les yeux ce qui vient de se passer à Genève à propos de l'accord Israël-Palestine (6). Comment une telle démarche peut-elle se développer ? Constatons d'abord que, dans le cas israélo-palestinien, les formes d'inter-médiation, d'interposition civile, non violente et extérieure, se sont multipliées depuis quelques années. C'est, par exemple, ce que l'on appelle les « Missions civiles de protection pour la paix », pour faire, sur le terrain, des choses que les États et les institutions ne peuvent pas faire (7). Par exemple, contribuer à limiter la violence des forces armées en étant physiquement présents.

Outre cette étape, sur le champ de bataille, une seconde peut se développer de manière parallèle en profitant de la crédibilité acquise sur le terrain. Un espace psychologique, et parfois matériel, de dialogue s'ouvre. Le dialogue israélo-palestinien, par exemple, n'a jamais été interrompu, mais il avait été très marginalisé. Il fallait des espaces pour le relancer. En ce qui nous concerne, la conférence que nous avons organisée à Londres, en

(6) Je peux en parler d'autant plus que j'ai rencontré Yasser Abed Rabbo (négociateur palestinien), en 1973 à Beyrouth. Et Yossi Beïlin (négociateur israélien) a participé à une conférence sur la Méditerranée que nous avons organisée au début des années 1980. Nous ne sommes pas tout à fait étonnés de retrouver ces gens là dans cette activité là.

(7) Ce type d'action de solidarité active n'est pas réservé à la Palestine ; j'ai vu des activités de ce genre tentées au Cachemire, dans le Caucase, au Kosovo.

2002, a joué ce rôle. Elle a débouché sur la déclaration entre Sareh Nusseibeh, le Palestinien, et Amy Ayalon, l'Israélien, contresignée par 200 000 Israéliens et Palestiniens. Cette initiative a une certaine crédibilité : Amy Ayalon est l'ancien chef des services secrets israéliens ; il est donc difficile de le considérer comme un pacifiste bêlant !

Dans la même période, il y a eu plusieurs réunions israélo-palestiniennes. Mais, pour leur bonne marche, il fallait qu'il y ait des éléments extérieurs, pas forcément actifs d'ailleurs, simplement des facilitateurs. La présence, même symbolique, du tiers est utile même si les militants des groupes belligérants se respectent et se connaissent très bien ; je l'ai vécu moi-même plusieurs fois dans le contexte arméno-azerbaïdjanais.

Cette initiative a préparé l'opinion à une véritable négociation parallèle, faite par les négociateurs qui avaient été à Oslo : Rabbo et quelques autres, Beïlin et quelques autres. Ils ont débouché sur un résultat en profitant de deux facteurs favorables : d'abord, ils ne sont pas liés par les blocages de la diplomatie officielle ; ensuite, ils sont crédibles, parce qu'ils ont été les diplomates officiels. Cette fois-ci, ils ont proposé une démarche inverse de celle de leur négociation officielle. À Oslo, l'objectif était de préparer progressivement l'opinion publique pour parvenir au point d'arrivée ; à Genève, l'idée est de marquer nettement le point d'arrivée.

Des actions comme cela ont manqué cruellement en Côte d'Ivoire. Le tiers a manqué, même si l'armée française a un peu joué ce rôle, mais évidemment autrement qu'une force militante de la société civile.

### **Gagner la paix « avant, pendant, après »**

Le travail pour la paix se situe à la fois à très court terme, et à très long terme. Tout ce qui concerne la réconciliation, la paix, la vérité, la justice est très important. C'est un travail que nous, Français, n'avons jamais su vraiment faire avec les Algériens. Pour le mener à bien, deux choses sont essentielles : d'abord, essayer de comprendre quelle est la douleur de l'un par rapport à l'autre ; avant de partager, il faut essayer de comprendre. Que s'est-il passé, hier, avant-hier, il y a 50 ans, 100 ans ? Les différentes douleurs qui continuent à travailler nos sociétés, il faut les rendre visibles et les partager. Cela ne veut pas dire que l'on soit forcément d'accord au départ sur la manière de le faire, mais que l'on est d'accord sur l'objectif de les partager.

C'est ce que font nos amis dans le cas du dialogue arméno-turc. Quand vous discutez avec certaines personnes de la diaspora arménienne, elles vous expliquent qu'un tel dialogue n'est pas possible. Pendant ce temps, nous tenons réunions impossibles sur réunions impossibles.

Récemment l'une de ces réunions s'est terminée, à Istanbul, par un concert devant 10 000 personnes. Nous n'en sommes qu'au début d'un processus, qui consiste à faire savoir qu'il y a un travail à faire sur la réconciliation arméno-turque – ce qui est révolutionnaire en soi – et à le mettre en oeuvre à Istanbul ou à Erevan.

Immédiatement, se pose la question de la justice. Dans la réconciliation, il y a vérité et justice. La vérité passe par une recherche d'accord sur l'interprétation de ce qui s'est passé. Peut-être que l'on ne se mettra pas d'accord, mais on a déjà fait un grand pas si on circonscrit et rationalise un désaccord d'interprétation de l'histoire. Et la justice ? Il y a pratiquement toujours des injustices considérables. Dans le cas israélo-palestinien – quelque chose qui n'est pas traité dans la déclaration de Genève, mais est évoqué dans l'appel Ayalon-Nusseibeh – d'une manière ou d'une autre, une forme de reconnaissance de la « purification ethnique » qui s'est déroulée en 1948 est nécessaire. Cette injustice est reconnue par l'affirmation du « droit au retour » des Palestiniens (donc, du fait qu'ils ont été expulsés), mais, précise la déclaration, ce droit peut s'exercer dans le futur État de Palestine (donc, sauf cas particulier, pas sur le territoire israélien des frontières de 1948). L'acceptation de cette proposition suppose un accord sur le diagnostic : une population a été expulsée de force, en 1948, par les Israéliens ; diagnostic partagé dont l'interprétation peut d'ailleurs être diverse.

Notons au passage qu'une tragédie de ce genre est hélas banale dans cette région du monde. En Méditerranée orientale et au Moyen Orient, environ vingt-cinq millions de personnes ont été déplacées entre 1900 et 1999 : des Grecs, des Kurdes, des Turcs, des Bulgares, des Serbes, des Bosniaques, des Arméniens, des Azerbaïdjanais, etc. La reconnaissance de ces crimes est importante, parce que cela donne des droits aux victimes, mais la solution ne passe pas, en général, par le rétablissement des « droits ancestraux » et le retour des gens dans le « chez eux » d'il y a 100, 50, ou 10 ans. Les victimes ont droit à réparation : celle-ci peut être financière, mais le plus important est la réparation symbolique.

On pourrait donner un autre exemple : la reconnaissance du fait qu'il y a eu expulsion des Allemands des Sudètes par les Tchèques en 1948. Le problème n'est pas de rétribuer les descendants des Allemands des Sudètes. Il est de reconnaître qu'il n'était pas normal d'appliquer une punition collective. C'est la symbolique qu'avait su exprimer, contre sa classe politique, le Président Vaclav Havel. Une telle réconciliation ne s'opère jamais sans un travail préalable d'organisation de la société civile.

Ces actions de différents niveaux sont celles des bâtisseurs de paix, sur le terrain, aujourd'hui.

*Bernard DREANO*

## Le débat

Bernard Dreano a découpé son exposé en deux parties : l'analyse actuelle des guerres et les formes de lutte pour la paix. La discussion a été également partagée entre ces deux points.

### Les types de guerres

Les types de guerres qui se multiplient depuis la chute du mur de Berlin sont ce que l'orateur appelle des guerres sans limites et des guerres nouvelles.

Les guerres sans limites sont celles qui sont dominées par l'hyper-puissance américaine. Celle-ci peut, soit se limiter (le « shérif réticent » de Clinton), soit se déployer comme avec les néo-conservateurs américains (« qui n'est pas pour nous est contre nous », dit Bush fils) constituant l'hyper-puissance en empire émergeant. Les nouvelles guerres ne procèdent pas de l'idéal universaliste des guerres de libération qui devaient conquérir non seulement les territoires mais aussi les cœurs, ce sont des guerres identitaires qui tendent au génocide : en effet, il ne s'agit plus de conquérir les populations, mais de s'en débarrasser. Il y a aussi des guerres post-modernes qui ressemblent aux anciennes guerres entre États (type westphalien), mais elles aboutissent aujourd'hui à un contrôle du territoire par des Seigneurs de guerre avec une économie mafieuse privatisée, alors que les guerres entre États tendaient au contraire à la nationalisation de l'économie.

Certaines limites de cette analyse sont apparues dans le débat. Les guerres nouvelles de type identitaire ne ressemblent-elles pas aux guerres de religion auxquelles le traité de Westphalie ont mis fin au milieu du dix-septième siècle avec la montée des États nations ? Ces guerres nouvelles seraient en fait des guerres traditionnelles.

L'exposé n'a-t-il pas occulté la transformation de l'URSS en Russie en 1991, et l'impasse n'a-t-elle pas été faite sur l'analyse de la guerre froide ? Il n'y a pas eu non plus d'analyse de l'hyper-terrorisme.

L'orateur répond que des traits de guerres anciennes peuvent se retrouver dans les guerres nouvelles, mais le contexte international a changé. Il note aussi que l'ancien territoire de l'URSS, à l'exception du Caucase, ne fait pas l'objet de guerres nouvelles, en soulignant le caractère très contingent des explosions guerrières où les facteurs d'explication locaux jouent un rôle déterminant.

L'exposé a paru également lacunaire en ce qui concerne la question des ventes d'armes, où le rôle des États semble central. Dans sa réponse, l'orateur a fait une distinction entre les complexes militaro-industriels producteurs d'armes sophistiquées, qui sont quatre ou cinq dans le monde, et les producteurs d'armes légères qui sont le fait de très nombreux pays comme le Brésil, la Corée du Nord, la Chine, l'Italie, la République tchèque et bien d'autres. Il y a aussi l'énorme réserve d'armes de l'ancienne URSS. Dans les guerres du Caucase, on vit sur les stocks. Aujourd'hui, la gestion de l'armement nucléaire paraît une question plus facile à résoudre que celle de l'accroissement du nombre de réfugiés, note Richard Pétris, directeur de l'École de la paix.

Le fait de l'accroissement du nombre de réfugiés a fait l'objet d'un débat entre participants. Olivier Brachet, directeur du Forum réfugiés, note que les chiffres de réfugiés dans le monde a diminué de moitié depuis dix ans selon le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). Bernard Dreano réplique que beaucoup de réfugiés ne sont pas pris en compte par le HCR, car de nombreuses populations sont réfugiées à l'intérieur même de leur pays.

### Les formes de luttes pour la paix

Dans une situation où les guerres ne se déclarent plus et ne finissent plus par des traités de paix, la lutte pour la paix sera le fait de citoyens qui se battent continuellement pour la justice et la réconciliation. Mais comment faire pendant les guerres ? Il ne s'agit plus de défilé contre des guerres impérialistes, comme les foules américaines aux

États-Unis pendant la guerre du Vietnam. Il faut une action de solidarité sur le terrain. C'est ce qui s'est passé depuis 1989 (au Kosovo) pendant les guerres des Balkans et pendant celles du Caucase. La lutte pour la paix ressemble beaucoup au « retrecotage social » de la paix civile dans les banlieues de nos grandes villes. Mais la lutte pour la paix dans la guerre chaude prendra la forme d'une aide à la coopération entre des gens qui oeuvrent pour la paix mais se trouvent dans des situations différentes. L'exemple est donné du réseau d'arméniens et d'azerbaïdjanais dans le conflit du Haut Karabakh. Autre exemple, celui du pacte de Genève. Des diplomates liés aux accords d'Oslo, qui n'ont pas réussi à pacifier les relations entre Israël et les Palestiniens, ont réalisé les accords de Genève, accords privés n'ayant pas force publique, mais indiquant le détail des solutions. Ceux-ci ont pour objet de désigner le terme d'un accord et non plus le démarrage d'un processus de lancement qui n'est pas parvenu à réconcilier progressivement les parties en présence. C'est la quasi-absence d'une société civile suffisamment vivante pour susciter des démarches de paix, qui manque actuellement en Côte d'Ivoire pour accompagner le processus de paix qui repose uniquement sur des armées françaises qui retiennent le déclenchement d'un massacre dont plane la menace.

Il faut y ajouter le travail de réconciliation qui doit intervenir après les guerres. L'analyse des douleurs vécues doit faire la vérité sur ce qui est advenu. On doit ensuite faire justice pour apaiser les populations. Ainsi Israël devrait-il reconnaître la purification ethnique à laquelle le pays s'est livré pour conquérir sa terre. Un droit symbolique serait ainsi reconnu aux Palestiniens qui apaiserait cette population avec sa revendication de droit au retour, sans nécessité de récupération matérielle des maisons, évidemment inacceptable pour Israël après plus d'un demi-siècle.

Dans le débat, la représentante du Mouvement de la Paix (créé en 1949) défend une lutte pour la paix de plus large ampleur en faisant pression sur les opinions publiques : grandes campagnes, aide aux manifestants de la paix, interventions auprès de dirigeants de mouvements et de partis politiques.

On s'est également demandé s'il ne fallait pas faire pression directement sur les gouvernements. Les combattants de la paix ne sont pas seulement des humanitaires et des intermédiaires qui n'atteignent pas ceux qui décident vraiment des guerres, les responsables politiques.

Bernard Dréano souligne les limites de telles actions. Dans cette dernière démarche, il aurait suffi d'intervenir sur les gouvernements dans les Balkans lorsque, en 1991, la Serbie a attaqué la Slovénie. En réalité, tout a commencé en 1989 au Kosovo, avant la disparition de l'URSS, avec la politique nationaliste de Milosevic. C'est là que le combat pour la paix, en mobilisant les forces de paix, aurait éventuellement pu être efficace. Il importe de comprendre les racines locales des guerres. Est-ce là de l'humanitaire ou du politique ? Travailler les raisons spécifiques de tensions avec les forces de paix locales

semble bien un combat politique pour la paix. Un cas a été cité par un participant, celui du Tchad où, pour empêcher les affrontements ethniques, il faut analyser l'ensemble des problèmes avec le nouveau contexte pétrolier du pays.

Dans son optique d'élargissement de la lutte pour la paix, le Mouvement de la paix en appelle à l'ONU et à l'UNESCO. Pax Christi, dans son éducation à la paix, invite les populations à sortir de leur passivité et à s'engager dans le combat pour la paix et la justice. Le Mouvement international pour la réconciliation soutient les groupes qui oeuvrent pour la paix face à des États sourds et aveugles devant la montée des conflits.

L'intervenant reconnaît qu'il n'y aura pas de diplomatie préventive des guerres sans appui de la société civile. Celle-ci doit connaître ce que fait son armée, comment elle sert son propre pays, quel rôle elle joue dans la prévention des conflits. Il faudrait également mieux savoir pourquoi certains conflits n'éclatent pas. Malheureusement, on n'en parle pas dans les médias. Même si elles ne sont pas raison, les comparaisons sont éclairantes. Des débats entre Marocains et Algériens sur les disparus de la guerre du Sahara font beaucoup pour la réconciliation et la coopération entre États au Maghreb.

## Les responsabilités de l'Europe

Le débat s'est achevé sur la question de l'Europe et de sa responsabilité dans la paix du monde. Le Mouvement de la paix voudrait un article de la Constitution européenne qui aille au-delà de la condamnation de la prolifération des armes nucléaires, mais s'affirme comme puissance de paix, tandis que le Forum Réfugiés plaide pour l'intégration de la Turquie dans l'Europe, ce qui provoque une prise de position inverse.

L'intervenant souligne en conclusion les points suivants :

- 1 - L'Europe est messagère de paix. Fondée sur la réconciliation franco-allemande, elle se construit comme une zone de paix avec des États démocratiques qui règlent les conflits entre eux par le droit et les règles.
- 2 - Il y a cependant un cadavre dans le placard de l'Europe : c'est son échec en Bosnie ; l'Europe devrait en faire l'analyse publique et œuvrer pour la vérité.
- 3 - Même si elle ne s'affirme pas assez dans son projet de Constitution comme puissance de paix, sa logique d'action est profondément pacifique. On le voit dans le conflit israélo-palestinien ou plus récemment dans l'affaire de l'Iran où les trois ministres des affaires étrangères du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne ont désamorcé la crise avec l'Iran. De plus, le Parlement européen est un lieu d'expression très apprécié des entités en conflit à l'extérieur de l'Union Européenne. L'Europe est plus force d'intégration que de désintégration. Mais elle a beaucoup à se faire pardonner, puisqu'elle est responsable de deux guerres mondiales particulièrement sanglantes.